

BULLETIN DU CHTV N° 13, JANVIER 1986

« La crise de l'ORTF en mai-juillet 1968 »

Par Jean-Pierre Filiu



La crise de l'ORTF en mai-juillet 1968

Dans le Bulletin n° 11, le Comité avait entrepris de rendre compte des travaux universitaires en cours sur la communication audiovisuelle. Il poursuit dans ce numéro cette initiative avec la thèse de doctorat du troisième cycle d'Histoire du XXe siècle, présentée par Jean-Pierre Filiu et dirigée par Jean-Noël Jeanneney. Soutenue le 16 février 1985 à l'Institut d'Études Politiques de Paris, elle a obtenu la mention très bien.

On trouvera ci-après des extraits de l'introduction et de la conclusion de cette volumineuse et passionnante thèse.

Introduction

Mai-juin 1968 à l'ORTF, la plus grande crise qu'ait connue la radiotélévision française : 6 à 7 semaines de grève selon les catégories professionnelles. Un conflit du travail aux implications politiques considérables, qui pose des problèmes et lance des idées encore aujourd'hui d'actualité.

Description générale de la grève de l'ORTF

Depuis l'automne 1967, un mouvement revendicatif important se développe au sein du personnel de l'ORTF. Le débat à l'Assemblée nationale sur la politique de l'information révèle l'ampleur des forces politiques qui s'opposent au gouvernement sur ce thème (une motion de censure n'est repoussée qu'à 8 voix près), et en particulier sur le problème de l'introduction de la publicité de marques à l'ORTF (16 au 16 avril 1968).

Le mécontentement du personnel et l'opposition politique à la situation de l'ORTF existent donc avant mai 1968. Mais le silence de l'ORTF sur les émeutes étudiantes va aggraver les facteurs de crise, et provoquer la colère des catégories professionnelles chargées de l'information. Un ultimatum des réalisateurs et des producteurs le 11 mai permet le 14 mai la diffusion d'un numéro du magazine "Zoom" consacré au problème étudiant. Le 13 mai les syndicats du personnel de l'ORTF se sont joints à la grève nationale de 24 heures.

Le 17 mai 1968, l'Assemblée générale du personnel vote la grève et une plate-forme revendicative demandant l'abrogation du statut actuel de l'ORTF. Peu à peu toutes les catégories professionnelles entrent en grève et délèguent leurs représentants à l'Intersyndicale. Celle-ci "démissionne" la Direction en place de l'ORTF, obtient la retransmission intégrale en direct du débat à l'Assemblée nationale sur la motion de censure le 21 mai et se rapproche des cadres, dont le représentant au Conseil l'administration démissionne le 22 mai. Le 25 mai les journalistes de télévision rallient la grève et le "service minimum" prévu par la loi entre en vigueur. À France-Inter, les journalistes proches de l'Intersyndicale conservent le contrôle des informations. Le 28 mai, pour la première fois, les délégués des syndicats rencontrent le Ministre de l'Information Georges Gorce.

Mais le 30 mai 1968, le rétablissement du gaullisme a des conséquences immédiates à l'ORTF. En

effet, Yves Guéna, nommé ministre de l'Information le 31 mai, va se montrer très dur en dictant ses conditions aux grévistes, en élargissant le "service minimum", en faisant appel aux techniciens militaires et en remplaçant totalement la Direction de l'Office. Le 3 juin, les journalistes de France-Inter entrent en grève pour protester contre cet ensemble de mesures. Le lendemain un "Comité d'Action Civique" publie une "liste noire" de leaders de la grève qu'il faut sanctionner.

Décidant de jouer l'opinion publique contre le gouvernement, l'Intersyndicale lance une grande campagne destinée à populariser la grève : opération Jérico du 6 au 11 juin, galas meetings le 8 juin à Paris et dans sa banlieue et le 13 dans toute la France.

Les menaces de grève agitées par les cadres et les techniciens les 9 et 11 juin amènent une certaine ouverture gouvernementale dans les négociations qui progressent partiellement le 12 et le 13 juin. Mais le 17 juin, la Direction rejette les cinq "contrepropositions" avancées par l'Intersyndicale (pourtant bien modérées) alors même qu'est publié le "rapport Diligent" qui condamne la situation faite par le gouvernement à l'ORTF.

Sur proposition de l'Intersyndicale le 19 juin, des assemblées générales de personnel et de centres se déroulent le 20 et le 21 juin pour voter sur la poursuite du mouvement. La grève est reconduite. Pourtant, après le 22 juin une réunion des syndicats CGT de l'ORTF, l'Intersyndicale appelle le 23 juin le personnel statutaire à reprendre le travail.

Le 27 juin 1968, les réalisateurs FO et les producteurs radio reprennent le travail, mais aussi les journalistes de France-Inter qui apprennent qu'ils seront convoqués par lettre individuelle. L'Intersyndicale lance un préavis de grève pour le 2 juillet puis le retire. Un "allègement" des programmes frappe les émissions dont les responsables se sont distingués au cours de la grève. Le 1er juillet, les producteurs et réalisateurs de télévision suspendent la grève, les journalistes de télévision tiennent jusqu'au 12 juillet.

Joël Le Theule devient Secrétaire d'état à l'Information. Le 26 juillet, un Conseil des ministres restreint traite des problèmes de l'ORTF. L'introduction de la publicité est prévue pour octobre, et les effectifs des journalistes sont comprimés d'un tiers. Durant le mois d'août ont lieu 58 licenciements de journalistes de l'ORTF, 29 mutations, 2 mises à la retraite et un congé spécial. Après la grève de l'ORTF, le gouvernement réaffirme plus que jamais son contrôle sur l'Office.

Présentation du sujet d'étude proprement dit et de la démarche suivie.

La crise de l'ORTF (Mai-juin 1968) est un sujet qui mérite une étude poussée. Il est en effet situé à la confluence de deux évolutions historiques,

L'une horizontale (la crise nationale de mai-juin 68) et l'autre verticale (l'histoire de la radiotélévision en France). Et la grève de l'ORTF représente un moment essentiel à la fois dans l'histoire de la radiotélévision et dans l'histoire de la crise de Mai-Juin 1968.

L'étude de la grève de l'ORTF semble à première vue facilitée par la double limitation du sujet :

- Limitation à une institution qui constitue l'objet d'étude : l'ORTF.
- Limitation à une période donnée et relativement courte : environ du début mai à la mi-juillet 1968.

Mais plusieurs facteurs viennent compliquer notablement l'étude du sujet :

- La multiplicité des acteurs et de leurs positions relatives au cours du conflit de l'ORTF, et le grand nombre d'interférences qui se produisent : ainsi 173 catégories professionnelles sont représentées par 13 syndicats (ou regroupements de syndicats) comme le SNRT et la FEU à l'Intersyndicale ; le "pouvoir" peut être étudié au niveau général du gouvernement, à celui du ministère de l'Information, à celui de la direction de l'Office ou à celui du Conseil d'administration ; la grève de l'ORTF touche 12 000 personnes travaillant non seulement à Paris et dans les centres de la banlieue, mais aussi dans 10 délégations régionales (Lille, Nancy, Strasbourg, Dijon, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Rennes) sans compter le personnel des émetteurs régionaux, le personnel outremer et les correspondants à

l'étranger...

Cet éclatement en de multiples pôles d'action simultanée, répondant chacun à un contexte particulier et ayant leur logique propre, rend très difficile l'appréhension globale des événements.

- Une étude de la grève de l'ORTF peut relever de types d'histoire très différents :
- Histoire sociale d'un conflit du travail exceptionnel.
- Histoire politique de la "bataille pour la radio-télévision" au cours de mai-juin 1968.
- Histoire des représentations : la représentation de mai 1968 à la radio-télévision ou la perception de la grève de l'ORTF dans le pays, et ainsi de suite...

Cette thèse essaie, autant que faire se peut, de prendre en compte toutes les dimensions de la crise de l'ORTF. Pour y parvenir, le champ d'étude a été divisé en sept points homogènes, qui permettent, je l'espère, d'aborder toutes les approches du sujet.

Le **point I** replace la grève de l'ORTF en 1968 dans l'histoire immédiate de la radio-télévision française et des conflits politiques qu'elle suscite.

Le **point II**, par le biais de l'étude de l'émission "Zoom" du 14 mai 1968, situe la grève de l'ORTF par rapport à la contestation du gaullisme de ce mois de mai et évoque l'exemple le plus achevé de la représentation de mai 1968 à l'ORTF.

Les **chapitres III, IV et V**, consacrés respectivement à l'attitude, durant la crise de l'ORTF, du personnel de l'ORTF, de la direction de l'ORTF et du gouvernement, et enfin des forces extérieures à l'ORTF, forment un ensemble cohérent. Ces trois points constituent le corps de la thèse, puisqu'ils rendent compte du déroulement précis de la crise de l'ORTF, en mettant en parallèle l'évolution des positions des trois acteurs globaux : personnel de l'ORTF/pouvoir/forces extérieures. Il a été choisi de traiter ces trois points successivement, et non de suivre l'évolution chronologique de la crise, dans un souci de clarté. La rationalité qui préside aux décisions de chaque acteur apparaît plus nettement ainsi. Et il faut remarquer que la crise de l'ORTF est périodisée très différemment pour le gouvernement et pour le personnel de l'ORTF, et au sein de celui-ci, les techniciens, les journalistes et les cadres connaissent des "temps forts" qui ne coïncident pas forcément. Les interactions entre les multiples intervenants seront soigneusement soulignées.

Le **chapitre VI** tente de dresser le bilan "théorique" de la grève de l'ORTF, des projets et des réflexions qu'elle a suscitées, en les confrontant aux travaux parlementaires publiés simultanément. La postérité tardive de certaines revendications des grévistes sera décrite.

Le **point VII** s'interroge sur la représentation de mai 1968 à l'écran. Il compare le "Zoom" du 14 mai 1968 avec des émissions de la télévision française consacrées à mai 1968, en 1978 et en 1983. Après cette étude dans la durée des images de mai à la télévision française, une observation des images de mai produites en 1968-1969 à la télévision belge, aux actualités cinématographiques ou dans le cinéma "militant", doit compléter cet éclairage.

Ces deux derniers chapitres veulent démontrer l'"ouverture" du sujet, qui ne se conclut pas avec la "normalisation" de l'été 1968. La crise de l'ORTF a, d'une part, fait germer certaines idées d'avenir, et, d'autre part, convaincu les détracteurs du service public que le "démantèlement" de l'ORTF était une nécessité. Quant à la représentation de mai 1968, elle a connu des évolutions contrastées, qui laissent au "Zoom" du 14 mai 68 le caractère de document unique, bien qu'imparfait. Enfin, cette thèse est suivie d'une importante analyse des sources, qui s'efforce de dresser un inventaire, aussi complet que possible, des documents de toutes sortes, nécessaires à l'écriture de cette histoire très contemporaine.

Conclusion générale

En 1968, l'ORTF est devenu le symbole du pouvoir gaulliste. Les allocutions radio télévisées du chef de l'État sont depuis 10 ans des armes politiques redoutables et les discours du général de

Gauche le 24 mai, le 30 mai et le 7 juin 1968 ont un rôle essentiel dans la résolution de la crise nationale au profit du pouvoir en place. Le gouvernement, grâce aux structures et aux pratiques instituées par Alain Peyrefitte, ministre de l'Information de 1962 à 1966, a fait de l'ORTF un instrument docile dont il contrôle strictement l'information. Le gouvernement veut durablement affaiblir une presse écrite, jugée trop critique, par l'introduction de la publicité de marques à la radio-télévision (décidée en avril 1968). Le débat sur ce thème donne lieu à une épreuve de force parlementaire (une motion de censure repoussée de justesse) qui montre l'ampleur de l'opposition à la mainmise du gouvernement sur l'ORTF.

Les événements de mai 1968 vont porter l'agitation au sein de la radio-télévision :

- pour les adversaires politiques du gaullisme, il faut attaquer le pouvoir dans "cette forteresse de sa propagande"¹.
- pour les journalistes, les réalisateurs et les producteurs, le mutisme de l'ORTF sur les troubles très graves qui se déroulent alors passe les bornes du tolérable ; les revendications "d'objectivité de l'information" et d'"honneur professionnel" deviennent brûlantes.
- pour les syndicats du personnel, l'impressionnante manifestation du 13 mai 1968 et le début de la grève générale nationale rendent possible une unité intersyndicale inespérée dans un établissement où coexistent 173 catégories professionnelles et des sensibilités très tranchées au niveau politique.

Le "Zoom" diffusé le 14 mai 1968 représente le point de non-retour : pour le gouvernement, il est impossible de concéder plus, avoir permis la retransmission d'un film et d'un débat sur les contestataires étudiants semble même une faiblesse coupable. Le raidissement de la direction qui s'ensuit donne le coup de pouce définitif qui fait basculer l'ensemble des catégories professionnelles dans la grève, du 17 au 25 mai 1968 (date de l'entrée en grève des journalistes de télévision).

Un courant "radical" se développe au sein du personnel par le biais du Comité d'Action et des comités de grève, et met en cause la représentativité de l'Intersyndicale. Mais celle-ci s'impose par son unité et sa puissance d'organisation. Le 28 mai 1968, l'ouverture des négociations avec le ministre de l'Information Georges Gorse, avec présentation d'un protocole demandant l'abrogation du statut de l'ORTF, consolide l'autorité des directions syndicales qui ne sont plus vraiment contestées.

Mai est le mois où les mots d'ordre professionnels restent au premier plan. Mais en juin 1968, la grève devient essentiellement politique. L'arrivée au ministère de l'Information du "briseur de grève", Yves Guéna, et ses entorses à la légalité, durcissent les conditions du conflit. Alors que tous les grands secteurs de l'économie entament la reprise mais que les sympathisants de l'Intersyndicale abandonnent France-Inter le 3 juin pour rentrer en grève, les grévistes de l'ORTF, qui se retrouvent à contre-courant, lancent une vaste opération de sensibilisation de l'opinion à leur lutte. Dans cette période de campagne électorale, la radio-télévision est plus que jamais un enjeu fondamental pour les forces politiques qui font des ouvertures envers les grévistes, le PCF étant le plus cohérent dans cette attitude. Les grévistes, de leur côté, prennent des garanties en insistant sur l'indépendance à l'égard de toutes les forces politiques, que doit garantir le nouveau statut.

Mais le mouvement de grève, qui, au cours de sa première quinzaine a été "porté" par la grande grève nationale, puis qui, dans sa deuxième quinzaine, a trouvé des alliés extérieurs chez les partis et les syndicats, atteint la mi-juin dans une situation très défavorable : Yves Guéna et la nouvelle Direction qu'il a mise en place ont très habilement joué sur les divisions au sein de l'Intersyndicale et miné les positions unitaires de celle-ci ; soucieux de leurs scores législatifs, les soutiens politiques de la grève veulent moins se compromettre avec une grève qui, en dur, lasse l'opinion ; la CGT, à cause des pressions confédérales, et la FSU, sensible aux aspirations de sa base, penchent de plus en plus vers la reprise. Celle-ci, honteuse, s'étale du 25 juin au 1er juillet. Les journalistes de télévision continuent jusqu'au 12 juillet 1968. Les acquis de la grève sont maigres (Comité d'entreprise, majorations de salaire) le personnel hors-statut en est exclu et aucune ri-

poste syndicale ne suit les sanctions de l'été qui frappent les journalistes.

La grève de l'ORTF s'est déroulée relativement en vase clos, même si elle est apparue a posteriori comme l'un des grands moments de la contestation du gaullisme en mai-juin 1968. La crise nationale a en effet servi de prétexte et d'exutoire pour un personnel de l'Office, excédé par les mauvaises structures et par l'impossibilité de dialoguer avec la Direction. Les multiples catégories professionnelles aux intérêts très divergents se sont retrouvées dans un même mécontentement. Et un processus d'unité d'action syndicale et d'appui par les forces politiques d'opposition, enclenché dès l'automne 1967, a soudain donné ses fruits : l'Intersyndicale a été fondée, et a lancé sa grève dans une atmosphère euphorique où tout devient possible, aussi bien la rédaction de projets globaux que la contestation des leaders syndicaux.

Mais pour le gouvernement, l'ORTF est et doit rester sous son contrôle ; Guéna va méthodiquement s'employer à liquider le mouvement de grève. Les clivages professionnels et syndicaux réapparaissent crûment au sein du personnel, alors que la grève trouve un second souffle dans une vaste campagne d'information. Les étudiants n'ayant fait qu'une brève apparition à la mi-mai, ce sont les communistes qui sont le principal relais des forces extérieures à l'ORTF et après la mi-juin ils pèsent totalement en faveur de la reprise. La reprise, qui s'amorce lors du premier tour des législatives, est une victoire des contingences politiques sur les perspectives de réforme, et surtout un succès éclatant du gaullisme qui peut victorieusement reprendre en main l'ORTF, seul service public à avoir connu l'épuration en 1968.

Crise de croissance d'une radio-télévision qui a "grandi" trop vite au cours des années soixante, et dont l'implantation dans les mœurs est encore inégale, crise qui éclate à la faveur d'une crise nationale plus large, la grève de l'ORTF a posé tous les problèmes de la radio et de la télévision nationales en France sans obtenir de réponse immédiate.

Jean-Pierre Filiu

Notes

1. François Mitterrand, Le Monde, 19 juin 1968, p. 7